

AFGHANISTAN

Un camion saisi avec 16 tonnes d'explosifs

Un camion immatriculé au Pakistan et transportant plus de seize tonnes d'explosifs cachés dans des boîtes d'aliments pour poulets a été saisi à Kaboul par les services de renseignement afghans, ravivant les craintes toujours vives d'un nouvel attentat similaire à celui du 31 mai, qui avait fait 150 morts et 400 blessés au moins dans la capitale.

Le camion, qui portait une plaque inscrite à «Peshawar», grande ville pakistanaise à la frontière avec l'Afghanistan, a été intercepté dans le district 9, l'entrée nord-est de Kaboul proche de l'aéroport, a indiqué hier dans un communiqué la Direction nationale de la sécurité (NDS), précisant que «cinq personnes ont été arrêtées».



«Le camion était chargé d'explosifs destinés à fabriquer des bombes, des vestes explosives et à mener des activités terroristes à Kaboul», a ajouté la NDS, précisant que 16 500 kilos ont été saisis au total, dissimulés dans des cartons et des sacs de toile.

La date de la saisie et la nature des explosifs n'ont pas été précisées par la NDS qui a diffusé des

photos sur Facebook. Le 31 mai au matin, à l'heure de pointe, un camion-citerne chargé de près de deux tonnes d'explosifs, mélange de nitroglycérine et de Rdx (un explosif militaire) selon des sources de sécurité, a explosé à l'entrée du quartier diplomatique, apparemment visé. Il était arrivé dans la nuit et a circulé six heures durant en ville avant d'exploser,

soufflant les immeubles alentour dont une annexe de l'ambassade d'Allemagne, évacuée quelques mois auparavant.

La plupart des victimes étaient des civils afghans. Personne n'a revendiqué cet attentat, le pire jamais commis en Afghanistan depuis 2001 et la fin du régime taliban. La rumeur publique et de nombreux responsables afghans ont accusé le Pakistan d'avoir prêté main-forte aux auteurs du massacre. Depuis, la capitale, régulièrement frappée, vit dans la hantise d'une répétition de ce scénario-catastrophe et évoque fréquemment, sans preuves en général, l'interception de camions piégés. Selon l'Onu, Kaboul est devenue ces derniers mois l'une des zones les plus dangereuses du pays en raison de la multiplication des attentats, commis par les talibans ou le groupe Daesh.

IRAN

Un soldat ouvre le feu sur une base militaire, 4 morts et 8 blessés

Quatre soldats iraniens ont été tués hier et huit autres blessés par des tirs d'un de leurs camarades sur une base militaire à Kahrizak près de Téhéran, selon un communiqué de l'armée iranienne publié sur son site officiel.

Le texte affirme que l'incident est «probablement dû à des problèmes psychologiques du sol-

dat», qui a soudainement commencé à tirer sur ses camarades, «ou à la rotation (involontaire,

ndlr) de l'arme». L'incident a eu lieu sur «le champ de tir» de la base aérienne Shahid-Lashkari, au sud de la capitale, a-t-on ajouté de même source. «Les blessés ont été évacués vers un centre médical et une enquête a été ouverte». De tels incidents sont

très rares en Iran où le service militaire est obligatoire. La télévision d'Etat avait rapporté le mois dernier un incident similaire lorsqu'un soldat avait ouvert le feu à Abyek (au nord-ouest de Téhéran) tuant trois de ses camarades et blessant six autres.

LIBYE

Près de 140 migrants secourus au large des côtes

Près de 140 migrants dont cinq femmes et trois enfants ont été secourus hier au large des côtes libyennes et ramenés à terre alors qu'ils tentaient de rallier l'Europe, a indiqué un responsable de la lutte anti-immigration.

«137 migrants clandestins ont été secourus avec succès par les gardes-côtes (...) puis nous ont été remis», a indiqué Amine al-Boussefi, chef de l'organe de lutte contre l'immigration clandestine de

Tajoura, dans la banlieue est de Tripoli.

Les migrants, de différentes nationalités africaines, étaient à bord d'un bateau pneumatique lorsqu'ils ont été interceptés hier matin

à environ 20 milles marins au nord de Sayyad, un petit village en bord de mer à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, a indiqué le général Ayoub Kacem, porte-parole de la marine libyenne.

Ils ont été ramenés à la base navale de Tripoli où les autorités libyennes leur ont fourni de l'eau et de la nourriture, ainsi que des soins. Ils ont ensuite été acheminés

en bus vers Tajoura où ils ont été remis à l'organe de lutte contre l'immigration clandestine, a-t-il ajouté.

Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 111 000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le premier janvier, dont près de 93 500 en Italie. Plus de 2 360 sont morts en tentant la traversée.

TCHAD

Un chef de parti d'opposition arrêté à Moundou

Le chef d'un parti d'opposition tchadien, Mahamat Adoum, a été arrêté samedi alors qu'il se rendait avec d'autres membres de l'opposition à la prison de Moundou, dans le sud du Tchad, pour visiter l'ancien candidat à la présidentielle de 2016 détenu Laokein Médard, a appris l'AFP hier.

«Une délégation des chefs de partis d'opposition a été prise à partie par des gendarmes, policiers et agents de la police politique», explique la Convention tchadienne de défense des droits de l'Homme (CTDDH), dans un communiqué.

Ces chefs de partis de l'opposition se rendaient de N'Djamena à Moundou pour apporter leur soutien à l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2016 et ex-maire de Moundou, Laokein Médard, arrêté le 13 juillet et mis en examen le 17 pour «détournement de biens» et «complicité».

L'arrestation du chef du Parti national républicain a été confirmée à l'AFP par le ministre tchadien de la Sécurité publique, Ahmat Mahamat Bachir, qui a déclaré que M. Adoum serait entendu et présenté à un juge. Selon la CTDDH, la délégation a été «victime d'une machination grossière», expliquant dans le communiqué que les forces de l'ordre, «après avoir simulé une fouille, ont brusquement exhibé une grenade qu'ils prétendent avoir découverte dans le véhicule d'un chef de parti».

«Par rapport à la prétendue grenade retrouvée dans une voiture, c'est une version de l'opposition, une enquête est ouverte», a répondu à l'AFP M. Bachir.

«L'affaire Laokein est une affaire judiciaire et non une affaire politique», a aussi déclaré le ministre, qui a déclaré que «individuellement, chacun peut lui rendre visite».

«Tels qu'ils se sont présentés, c'est une manifestation qui ne dit pas son nom», a-t-il encore dit.

Arrivé en troisième position à la dernière présidentielle d'avril 2016, Laokein Médard a été destitué de sa mairie fin juin pour «malversations financières» par le conseil municipal de Moundou.

SELON LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTÉRIEUR

271 personnes ayant participé aux combats dans les rangs de Daesh sont de retour en France

Deux cent dix-sept majeurs et 54 mineurs sont de retour sur le sol français après avoir participé aux combats dans les rangs de l'organisation terroriste Daesh en Syrie et en Irak, a indiqué le ministre français de l'Intérieur Gérard Collomb qui ne cache pas son inquiétude à ce sujet lors de son entretien au Journal du Dimanche (JDD).

«Sur les Français tués, les informations sont très difficiles à recouper. Quant aux retours, nous en sommes à 217 personnes majeures et 54 mineurs», a-t-il expliqué, souli-

gnant que «la menace terroriste reste très élevée». Même si, d'après lui, ces personnes «font l'objet d'un traitement judiciaire systématique par le procureur de la République de Paris et

nombre d'entre eux sont actuellement incarcérés, le niveau de la menace terroriste reste très élevé dans le pays», avertit M. Collomb, qui rappelle que sept tentatives d'attentats ont déjà été déjouées depuis le début de l'année.

Un des dangers que représentent, entre autres, ces terroristes «rapatriés résiderait également dans le fait qu'il s'agit d'individus dont le mental est fragilisé», selon le ministre de l'Intérieur, ajoutant qu'il ne fallait

pas oublier ceux qui «pourraient être téléguidés depuis l'étranger, notamment par Al-Qaïda ou des personnes sans lien direct avec la Syrie, mais soumises à une propagande qui reste malheureusement très active». Aujourd'hui, comme l'indique M. Collomb, plus de 18 500 personnes sont inscrites au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Auparavant, une liste de 173

membres de Daesh, dont certains sont citoyens de l'Union européenne, y compris de la France, a été découverte lors d'une opération spéciale en Irak. Certains terroristes seraient ainsi prêts à organiser des attentats dans les pays européens, a alors relaté le journal allemand *Welt*, ajoutant que le document en question contenait non seulement les noms de 173 terroristes potentiels, mais aussi leurs photos et pays d'origine.